

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/84
12 septembre 2003

(03-4842)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

GUATEMALA

Déclaration de S.E. Mme Patricia Ramirez Ceberg
Ministre de l'économie

Le Guatemala, pays multiethnique, multilingue et multiculturel, salue le Mexique qui accueille cette importante réunion, le Président de la Conférence ministérielle, le Directeur général de l'OMC, le Président du Conseil général, les Ministres et les Ambassadeurs des pays Membres de l'OMC, et toutes les femmes et tous les hommes dont les efforts combinés ont convergé vers cette belle ville de la côte mexicaine.

Deux dispositions du préambule de la Déclaration de Doha méritent d'être mises en évidence. La première dit ceci: "*Le commerce international peut jouer un rôle majeur dans la promotion du développement économique et la réduction de la pauvreté.*" Et je cite maintenant la deuxième: "*La majorité des Membres de l'OMC sont des pays en développement. Nous visons à mettre leurs besoins et leurs intérêts au centre du programme de travail adopté dans la présente déclaration.*"

Ces citations renferment la lettre et l'esprit du processus que nous avons appelé le Programme de Doha pour le développement, dont le point de départ, en novembre 2001, a été consacré par la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC à Doha. Le Programme de Doha pour le développement a ouvert des perspectives favorables pour la majorité des populations de la planète, ce qui a rendu possible le lancement d'un cycle de négociations. Aujourd'hui, le Guatemala exige que les promesses soient tenues.

En ce qui concerne l'agriculture, activité économique la plus importante pour le Guatemala, qui emploie le plus grand nombre de personnes et assure la subsistance des plus pauvres, notre vision de l'avenir est un marché agricole sans distorsion où la production sera déterminée en fonction de la demande et selon les avantages comparatifs de chaque pays et de chaque région. La moyenne tarifaire du Guatemala, l'une des plus basses d'Amérique latine, témoigne de notre attachement à la libéralisation des marchés. Nous réclamons l'élimination complète de toutes les subventions à l'exportation, la réduction substantielle du soutien interne et le démantèlement des obstacles qui continuent de restreindre notre accès aux marchés. Nous espérons que les plus gros efforts dans ce sens seront déployés par les pays qui causent le plus de distorsions dans le commerce des produits agricoles. Si ce démantèlement ne devient pas réalité, des pays pourraient se voir contraints d'employer de nouveaux mécanismes de sauvegarde spéciale pour protéger leurs secteurs de production de base contre la concurrence déloyale, ainsi que pour sauvegarder les emplois et les moyens de subsistance d'une grande partie de la population qui sinon serait condamnée à mourir ou à émigrer vers les pays développés.

En tant que membre du Groupe de Cairns, le Guatemala demande qu'il y ait une cohérence entre la profondeur de la réforme agricole et le niveau d'ambition qui a été fixé dans la Déclaration ministérielle de Doha. Et en tant que membre du G21 – le groupe de pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui a équilibré le processus en présentant une autre

proposition – le Guatemala réaffirme qu'il est opposé au protectionnisme absurde et aux jeux sémantiques, qui cherchent à perpétuer les subventions et les mesures de soutien interne.

Nous réitérons également notre appel pour que nul n'ait recours, sans raison scientifique valable, à des obstacles sanitaires ou phytosanitaires qui entravent inutilement le commerce des produits agricoles.

Dans la négociation sur les produits non agricoles, le Guatemala attend des solutions adéquates aux problèmes de la progressivité des droits et des crêtes tarifaires. Nous préconisons également que l'initiative sectorielle soit volontaire. D'une manière générale, nous espérons que l'application des principes de "réciprocité qui ne soit pas totale" sera plus effective.

Par son niveau de développement, sa situation géographique et sa tradition d'ouverture commerciale, le Guatemala a beaucoup à offrir à ses partenaires commerciaux en matière de services. Avec la présentation de notre offre initiale, nous avons réaffirmé notre attachement à la libéralisation progressive du commerce de services. Nous sommes certains que notre intérêt en ce qui concerne le "mode 4" sera pris en compte dans les offres améliorées des pays développés, étant donné qu'il constitue un élément essentiel pour financer nos déséquilibres extérieurs et, en particulier, pour améliorer notre capital humain.

Le Guatemala comprend que l'on puisse demander l'extension à d'autres produits de la protection accordée aux vins et aux boissons alcooliques que produisent les pays de l'extrême Nord et de l'extrême Sud, mais cette extension de la protection, si elle est réalisée, doit être mûrement réfléchie. Il faudrait éviter la prolifération de "dénominations d'origine" dont le but ultime serait l'obtention d'avantages commerciaux dérivés d'une protection inverse qui entravent les exportations de pays n'ayant pas les moyens de promouvoir leurs propres dénominations d'origine au niveau international. Nous craignons en outre de voir apparaître des situations dans lesquelles des systèmes obligatoires de notification et d'enregistrement produisent des effets indésirés.

Le Guatemala accorde beaucoup d'importance à la protection de l'environnement et de la diversité biologique. Nous nous opposons cependant à ce que la défense de ces objectifs passe par la mise en place de nouveaux obstacles à l'accès aux marchés limitant les exportations des pays en développement.

Si le Guatemala a fait preuve de souplesse dans les débats sur les questions de Singapour, sa priorité est la transparence du processus. Beaucoup de pays en développement ne sont pas prêts à négocier et ont manifesté le souhait de poursuivre le processus d'éclaircissement. Le "consensus explicite" qui est requis avant l'ouverture des négociations nous obligera à prendre en considération les priorités de tous.

Dans nos délibérations, les préoccupations commerciales ne peuvent occulter la dimension humaine du multilatéralisme. Dans cet esprit, nous accueillons avec satisfaction la décision sur les ADPIC et la santé publique, et nous exhortons les Membres à analyser avec une extrême prudence toute proposition qui pourrait faire obstacle aux apports d'aide alimentaire.

Nous voulons également exprimer notre satisfaction en ce qui concerne le Mémoire d'accord qui a été signé il y a quelques jours entre le Secrétariat de l'OMC et celui de l'ONUDI. La collaboration entre ces deux institutions se traduira par une meilleure prise en compte des problèmes que nous pays en développement rencontrons en ce qui concerne l'assistance technique, la création de capacités et les contraintes sur le plan de l'offre.

Pour conclure, le Guatemala réitère son engagement et sa responsabilité vis-à-vis du système commercial multilatéral. Nous continuerons à y participer de façon constructive, car nous sommes convaincus que l'ouverture commerciale conduit au développement des populations. Cela dit, si

effectivement nous voulons que ce Programme de travail pour le développement soit digne de ce nom nous devons libéraliser non seulement le commerce des produits industriels et des services (y compris le mode 4) ainsi que les investissements et les marchés publics, mais aussi et surtout le commerce des produits pour lesquels les pays en développement sont particulièrement compétitifs: les produits agricoles.

Les pays développés doivent tenir dûment compte du fait que si le commerce est important, plus importante encore est la paix sociale et pour qu'il y ait la paix sociale, il faut que chacun trouve son compte; or la seule façon de donner une chance à la majeure partie de la population du monde est de reconnaître qu'il est indispensable que le développement du commerce et du progrès entraîne l'amélioration des conditions de vie et la création d'emplois dignes dans les pays en développement. Si tel n'est pas le cas, nous assisterons à un accroissement des mouvements migratoires illégaux, du travail des enfants et de la prostitution forcée des femmes qui n'ont pas d'autre solution, puisque les subventions, en particulier les subventions à l'agriculture, réduisent les possibilités de vie et de subsistance de la majorité des êtres humains de la planète.
